Extrait de la publication

Extrait de la publication

La politique de l'individu

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Fabienne Brugère

La politique de l'individu

LA REPUBLIQUE DES IDEES

Seuil

Collection dirigée par
Pierre Rosanvallon
et Ivan Jablonka

ISBN : 978-2-02-112538-2

© Éditions du Seuil et La République des Idées, octobre 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

« Là où les hommes sont enfermés dans les limites d'un statut et d'une fonction, sans chance raisonnable d'y échapper, là où leurs mouvements sont entravés par des contraintes juridiques ou de fait qui les empêchent d'abandonner leur territoire ou leur lieu de travail, la démocratie connaît une restriction essentielle. »

Claude Lefort [1]

1. « Pour une sociologie de la démocratie », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 21 (4), 1966, p. 766.

Extrait de la publication

Mes remerciements vont à mes éditeurs, Pierre Rosanvallon et Ivan Jablonka, qui ont accompagné ce livre, à Guillaume Le Blanc, ainsi qu'à mes collègues d'ADESS.

F. B.

Extrait de la publication

INTRODUCTION

Une société d'individus

Chacun veut être reconnu comme un individu, sujet porteur de droits et de qualités, mais personne ne voudrait être livré à lui-même, réduit à une pure « individualité » qui ne serait que solitude, fragilité, impuissance. Tel est le grand paradoxe de la société moderne : si l'individu est partout célébré, l'individualisme est énergiquement décrié. De fait, la notion d'individu véhicule une profonde dualité : l'individu a une valeur à la fois positive (par sa singularité irréductible, son aspiration à l'autonomie) et négative (par sa propension à l'égoïsme et sa tentation du repli).

Cette ambiguïté a une longue histoire. À partir de la Révolution française, l'individu est devenu individu par son universalité ; aujourd'hui, il l'est par sa distinction, son désir de singularité. Au XIXe siècle et tout au long des Trente Glorieuses, la protection sociale et les droits des salariés se sont construits à travers des luttes collectives : il s'agissait, à partir d'une norme universelle, de donner à chaque individu sa place dans la société. Cette logique s'est renversée dans le dernier tiers du XXe siècle : avec l'effondrement des espérances collectives a fleuri la revendication d'« être soi ». Tout l'enjeu, aujourd'hui, consiste à trouver une autre façon de faire monde commun, à partir non d'un individualisme de l'universel, mais d'un universalisme de la distinction.

Il y a là une question cruciale pour la politique. L'individu représente une formidable opportunité pour les partis de gauche, à

condition qu'ils sachent définir une politique de l'individu émancipatrice, acquise à la finalité du *welfare state*, dirigée vers l'épanouissement individuel et collectif ; une société où chacun serait reconnu et traité comme un individu, mais où tout le monde, aussi, serait protégé et pris en charge dans sa vulnérabilité potentielle. Il s'agit, en d'autres termes, d'inventer une société d'individus. Pour y parvenir, ce livre plaide en faveur d'une politique de l'individu fondée sur la *modernité du soutien*.

La notion d'individu a souvent mis la gauche mal à l'aise. L'héritage marxiste qui attribue les conquêtes du capitalisme à l'individu propriétaire n'y est pas pour rien. Associé à une liberté qui se réalise dans l'enrichissement, l'individu a pu se confondre avec le *self-made-man* affranchi de toute obligation collective. Pendant des années, la gauche a condamné moralement l'individu, destructeur – selon elle – du collectif et de l'espoir de transformation sociale qu'il porte. Dans cette optique, la pensée marxiste a mis au ban les droits de l'homme, expression de l'individualisme de la société civile bourgeoise : « Aucun des prétendus droits de l'homme ne dépasse [...] l'homme égoïste, l'homme en tant que membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire un homme séparé de la communauté, replié sur lui-même [1]. »

Cet avènement d'un individualisme bourgeois peut également être associé à ce que Macpherson a désigné sous le nom d'« individualisme possessif » et qu'il a enraciné dans le libéralisme anglais du XVIIe siècle : la plus grande légitimité politique tient dans l'affirmation du droit que possède tout individu sur lui-même, sur ses capacités ou ses biens. Cette forme d'individualisation s'harmonise parfaitement avec la société de marché, qui permet de traiter d'individu à individu [2].

1. Karl Marx, *À propos de la question juive*, in *Œuvres*, t. 3, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1982, p. 365-373.

2. Crawford B. Macpherson, *La Théorie politique de l'individualisme possessif*, Paris, Gallimard, 1971.

L'individu libéral est certes libéré des ancrages identitaires et traditionnels, mais il s'ajuste au monde de la propriété et de l'argent. Dans ce contexte, l'édification des États-providence s'est donné pour mission une démarchandisation acquise dans l'assurance d'une subsistance et d'une indépendance sociale. Protégés par la puissance publique, les individus ont pu apparaître plus solides, à la fois dans le marché et hors de lui [1].

Toutefois, plusieurs problèmes n'ont pas manqué de surgir, qui définissent le malaise du temps présent quant aux formes d'individualisation et à la nécessité politique d'œuvrer autrement pour l'égalité. Comme l'a bien montré Robert Castel, un partage inégalitaire s'est creusé entre des individus « positifs » et des individus « négatifs ». Les premiers représentent un individualisme triomphant ; les investissements subjectifs se font par des supports que l'on dit néolibéraux, à travers lesquels la guerre économique fabrique des gagnants individualisés et des perdants invisibilisés. Ces derniers n'ont pas assez de cadres, se retrouvent en marge du monde du travail ou en situation d'incertitude, par manque d'attaches et absence de protections.

Par ailleurs, outre cette bipolarité de l'individu, les individus positifs eux-mêmes ne constituent pas une seule et même catégorie. Si l'individualisme a pris le visage d'un individu conquérant avide de déployer son activité en conformité avec l'injonction : « Sois rentable », il renvoie également à d'autres variantes. D'un côté, la valorisation d'un sujet indépendant par rapport à diverses appartenances collectives est un trait déterminant de la mythologie du monde contemporain, une construction imaginaire occidentale qui, avec la mondialisation, s'étend un peu partout. L'individu a pu signifier un être habité par l'autonomie morale, malgré la multiplicité des relations sociales dans lesquelles il est

1. Nancy Fraser, « Marchandisation, protection sociale, émancipation : vers une conception néo-polanyienne de la crise capitaliste », *in* I. Hillenkamp et J.-L. Laville (dir.), *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Érès, 2013.

Extrait de la publication

pris [1]. De l'autre côté, l'individu, dans la société de consommation, est appréhendé à partir du culte de soi et du développement de comportements narcissiques. Cette culture éloigne de tout ce qui pourrait encourager le désintéressement ou l'amour des autres, au profit d'un bien-être matériel qui fait du superflu une nécessité [2]. L'individu est un mixte d'individu néolibéral, moral et narcissique. Comment construire une politique avec un tel nœud de différences ? À quel mode d'individualité s'adresser pour créer du collectif dans une société de plus en plus individualisée ?

L'inflation contemporaine autour de la notion d'« individu » est redoublée par le fait que beaucoup de Français ont le sentiment de vivre dans une société en crise, où l'avenir est « bloqué », ce qui favorise le repli sur soi. Dans une étude commandée par la Fondation de France sur les valeurs des jeunes et la manière dont ils conçoivent le rapport de l'individu à l'organisation politique, il apparaît que ces derniers font d'abord l'expérience de modes de vie contraints. Des sentiments de crainte et d'impuissance les habitent lorsqu'il s'agit d'envisager leur place dans la société à venir.

Selon l'étude, on pourrait les caractériser comme des « individualistes solidaires » ; ancrés dans leurs modes de vie et parfois atomisés dans leur vie quotidienne, tout en ayant le sentiment de vivre dans une société qui n'évolue pas, ils ont transformé leur rapport aux valeurs républicaines. Plutôt que la devise « liberté, égalité, fraternité », ils mettent en avant « l'égalité, le respect, la solidarité » [3]. Ainsi, ils convoquent à la fois le politique, l'individu et le social, et manifestent un grand attachement à l'idée que chaque individu doit avoir sa place dans la société française. En d'autres

1. Voir Louis Dumont, *Homo aequalis*, Paris, Gallimard, 1977 ; et *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, 1983.

2. Christopher Lasch, *La Culture du narcissisme*, Paris, Flammarion, « Champs », 2006.

3. Fondation de France, « 15-35 ans : les individualistes solidaires », étude menée auprès des Français âgés de 15 à 35 ans par SCP Communication, février 2007.

Extrait de la publication

termes, la question d'une politique de l'individu amène à la promotion d'une égale liberté des individus.

On peut prolonger cette étude, qui fait apparaître un changement dans les valeurs que l'organisation politique devrait porter. L'État n'a-t-il pas pour rôle de construire une nouvelle modernité qui porterait d'autres supports à l'expression des individualités en conformité avec un monde où les valeurs changent et où les statuts se déconstruisent ? Cette nouvelle modernité, c'est celle du *soutien*. L'individu, aujourd'hui, a besoin d'être soutenu s'il veut agir ou se réaliser : tel est bien le paradoxe de l'individualisme contemporain. Le soutien fait aussi valoir d'autres orientations. D'une part, il peut valoir de manière générale et de manière locale, car il renvoie tout autant à l'État qu'à la société et à ses différents pouvoirs (dont le monde associatif déterminant dans la construction d'un État social). D'autre part, pour chaque individu, il désigne une manière de mettre en œuvre une réalisation de soi en faisant tomber les obstacles et en enracinant la politique dans ce que peuvent les individus. L'individu semble désormais devoir être affirmé par-delà tout statut (professionnel, juridique, social) tant il déborde les classifications.

Deux volets font du soutien une politique de l'individu. Le premier s'enracine dans un remaniement du sujet de droit et de la liberté individuelle qui lui est accolée. Un État juste se préoccupe de rendre les individus capables. Il a pour mission de penser le développement humain et la réalisation de soi en fonction de droits réels qui seraient autant de possibilités de vie égales offertes aux citoyens en termes d'éducation, de santé, de travail ou de participation à la vie publique. La République doit être celle des opportunités pour un individu à la fois dans et hors marché.

Le second a son point de départ dans un soutien aux plus vulnérables, avec toutes les dimensions que comporte cette notion – à la fois vitale, sociale et environnementale. Quand les droits, même les plus proches des possibilités de préférences, des rêves et des projets individuels, échouent à rendre capables, quand

Extrait de la publication

les individus sont confrontés à des accidents de la vie qui les font « décrocher », seules des politiques de soutien personnalisées, qui mettent l'accent sur la qualité des relations d'accompagnement, peuvent réussir. C'est une autre manière pour la puissance publique d'agir, en lien avec des politiques territorialisées, avec d'autres collectifs et sur un mode non gestionnaire.

L'État social doit faire l'objet d'une redéfinition s'il veut continuer à agir et à porter. Soutenir les individus, c'est, à travers la puissance publique, construire leur épanouissement, leur activité – et pas seulement leur insertion dans la société ou dans le monde du travail. L'avenir de l'État social est, de ce point de vue, moins la décroissance ou l'écologie que le bien-être collectif (qui comprend la préservation des ressources et le bonheur des générations futures). Quel est ce modèle qui marie le bien-être et l'individu ?

Extrait de la publication

CHAPITRE PREMIER

L'individu contemporain et les dilemmes de l'État

Le diagnostic d'une société individualiste n'est plus à faire. La valorisation d'un sujet détaché de diverses appartenances collectives est devenue un trait déterminant de la mythologie du monde contemporain. L'individualisme est une idéologie à travers laquelle l'être humain « se pose comme indépendant des liens sociaux qu'il peut avoir par ailleurs [1] ». L'usage des termes de démocratie, de liberté ou d'autonomie, mais aussi de bien-être ou d'épanouissement personnel, en est une preuve tangible. L'individualisme a pu devenir une valeur largement nourrie par l'image positive de l'indépendance. Quand les féministes des années 1960 défilaient avec les slogans « Mon corps m'appartient », « Un enfant quand je veux », elles affirmaient un individualisme positif nécessaire à leur libération. L'individualisme tient alors dans la liberté de disposer de son corps.

1. Vincent Descombes, *Les Embarras de l'identité,* Paris, Gallimard, 2013, p. 138.

Extrait de la publication

L'investissement subjectif et la réalisation de soi ont pris la forme d'obligations collectives et ont fait l'objet de politiques qui ont su formaliser la relation instable et contradictoire avec autrui. Pourtant, on peut faire le constat que la suprématie de la valeur de l'individu s'est estompée à mesure qu'a progressé la conscience de sa fragilité sociale, engendrée par le chômage de masse et le développement de la précarité. Ainsi l'individualisme a-t-il fini par avoir ses contempteurs, surtout à gauche. À force de préconiser la liberté individuelle, l'esprit d'initiative, l'activité à tout prix, comment accepter collectivement la vulnérabilité, les ratés de l'action, les échecs ou les malheurs de l'existence qui ne dépendent pas que de soi ? L'individualisme peut être source d'exclusion et devenir négatif. Il peut aussi rendre malheureux à cause des prescriptions qui pèsent sur les membres d'une même société ; comme il oblige chacun à se réaliser, il risque de produire des pathologies de l'inaccomplissement de soi décrites par Alain Ehrenberg comme une « fatigue d'être soi [1] ».

À n'envisager que les seuls registres de l'accomplissement individuel, comment les individus peuvent-ils considérer comme centrales les valeurs de la solidarité et de l'entraide ? Comment, dans cette perspective, redonner un sens à l'État-providence, dont la mission principale est précisément d'assurer le bien-être de tous les citoyens ? Historiquement, l'État s'est construit dans différents pays comme un ensemble de protections sociales et d'espaces communs ; les politiques publiques ont ainsi contribué à assumer une participation indispensable au bonheur des individus.

Un individualisme français ?

Il est essentiel que cette mission s'applique à tout le monde, puisqu'elle définit des droits. Elle doit demeurer suffisamment

1. Alain Ehrenberg, *La Fatigue d'être soi*, Paris, Odile Jacob, 2000.

Extrait de la publication

générale ou anonyme pour ne pas stigmatiser une catégorie particulière. Les remaniements de l'individualisme associés à un scepticisme accru à l'égard de l'État, renforcé par la crise financière de 2008, rendent nécessaire un nouveau portrait-robot de l'individu contemporain. Si les individus sont de plus en plus individualistes, ils ont également de grandes capacités à se réunir selon leurs affinités, leurs idées, leurs goûts ou leurs engagements. L'individu et l'individualisme ne sont-ils pas devenus des questions collectives ? Par ailleurs, si la politique doit composer avec l'individualisme, tous les individualismes ne se valent pas ; certains sont positifs ou constructifs, d'autres négatifs ou destructeurs.

Selon le « baromètre 2012 » réalisé par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, la cohésion sociale n'est pas un point fort des Français, qui décrivent une société individualiste toujours plus atomisée. Pour huit personnes sur dix, les rapports sociaux se délitent d'un bout à l'autre du corps social [1]. Cette atomisation et ce manque de lien ont été mis en lumière par la canicule de 2003, où la solidarité et la vigilance intergénérationnelles n'ont pas joué (contrairement à l'Italie et à l'Espagne), avec pour conséquence un taux important de mortalité chez les personnes très âgées.

Il n'est pourtant pas si simple de réduire l'individualisme français à ces formes extrêmes d'isolement ou de représentation négative de la sociabilité. Questionnés sur leur situation personnelle dans cette même étude, les Français s'estiment à l'aise dans cette société : 88 % déclarent se sentir « bien intégrés », 51 % disent même être « très bien intégrés ». Le réseau relationnel est alors valorisé : les amis, les voisins et les liens communautaires viennent avant la famille. Le sentiment d'intégration varie en fonction du revenu. Ce résultat paradoxal, qui met en opposition les liens électifs et

1. « Baromètre 2012 de la cohésion sociale », commandé par la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) et réalisé par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), octobre 2012.

Extrait de la publication

l'analyse de la société dans sa globalité, peut être commenté de deux manières. Premièrement, il renvoie au fait qu'il est plus facile de critiquer la société en général que de déprécier sa propre vie. Deuxièmement, il permet de poser une hypothèse : les Français semblent se réaliser davantage dans les liens personnels que dans les relations institutionnelles. La dernière étude Ipsos pour le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès confirme ce propos : tout en étant pessimistes, 86 % des Français se déclarent satisfaits de la vie qu'ils mènent [1].

C'est pourquoi la France est à première vue un pays individualiste, le collectif s'arrêtant aux réseaux relationnels sans prendre en compte la construction d'un commun politique détaché des préférences individuelles.

Une société des modes de vie

Toutes les enquêtes réalisées ces dernières années confirment cette interprétation. Elles montrent, par exemple, que les Français croient au bonheur privé, mais mettent en doute la perspective d'un bien-être public. Ces derniers adhérent peu à l'idée d'un collectif impersonnel porté par l'État, ce qui est très étonnant dans un pays qui s'est bâti, depuis la Révolution française, sur un centralisme jacobin unificateur des territoires au nom de la nation.

Cette privatisation du lien social vaut comme une individualisation des comportements : les individus liés se considèrent comme des êtres autonomes, singuliers, aptes à choisir leurs liens affectifs ou à trouver leur place dans les réseaux sociaux. Les relations sociales se privatisent et rassemblent des individus libres, car mobiles. Le travail, qui produit une culture hiérarchique, n'est plus le mode d'appartenance privilégié à un groupe. Des réseaux de relations multiples apportent d'autres manières de se réunir,

1. « France 2013 : les nouvelles fractures », étude Ipsos pour le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès, janvier 2013.

Extrait de la publication

RÉALISATION : PAO ÉDITION DU SEUIL
IMPRESSION : CORLET IMPRIMEUR S.A. À CONDÉ-SUR-NOIREAU
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2013. N° 112537 ( )
IMPRIMÉ EN FRANCE

Extrait de la publication